



FRANCE

# Ecoles : la pression monte chez les enseignants et les parents à l'approche de la rentrée

**Le ministère de l'Éducation réunit jeudi les syndicats avant le retour en classe des écoliers, prévu lundi prochain. Une pétition intersyndicale réclame « des conditions sanitaires strictes » et la fermeture d'une classe dès le premier cas de Covid.**

Marie-Christine Corbier  
@mccorbier

Les élèves du primaire « retrouveront leur classe le 26 avril », a assuré dans « Les Echos » le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal. Mais dans quelles conditions et avec quel protocole ? Le ministère de l'Éducation nationale réunira ce jeudi les syndicats enseignants pour les en informer, après le Conseil de défense de la veille. « Je n'ai pas conditionné la réouverture des écoles à des indicateurs sanitaires [...], a souligné Emmanuel Macron, le 6 avril dernier. Parce que ces trois semaines d'absence physique de cours sont déjà un effort important. »

La santé des personnels « passe après l'ouverture "quoi qu'il en coûte" des écoles et établissements scolaires », prévient la FSU de Seine-Saint-Denis. Avec un plateau de contaminations élevé, à plus de 30.000 cas par jour, le risque est que l'épidémie reparte à la hausse si des mesures ne sont pas prises pour « limiter les risques dans les écoles », pointait lundi, sur France Inter, l'épidémiologiste Dominique Costagliola.

## « Aucune logique »

Ce discours est partagé par les syndicats enseignants, à l'origine d'une pétition intersyndicale (FSU, UNSA,

CFDT, CGT, SUD...) lancée avec l'appui de la principale fédération de parents d'élèves, la FCPE. Tous réclament « des conditions sanitaires strictes » pour permettre de « maintenir les écoles et établissements scolaires ouverts » : des moyens pour assurer les remplacements d'enseignants malades, « une amélioration significative de la politique de tests », « l'équipement des locaux en capteurs de CO<sub>2</sub> », « la vaccination de tous les personnels volontaires » et la fermeture des classes dès le premier cas de Covid avéré (élève ou personnel).

« Ce sont des mesures de base. Si on passe à côté de cela, au bout de quinze jours, la contamination dans les écoles va repartir en flèche », prévient Guislaine David, secrétaire générale du SNUipp-FSU, principal syndicat du primaire.

Avant la fermeture des écoles annoncée par Emmanuel Macron fin mars, le gouvernement avait adopté, dans les départements bénéficiant de mesures renforcées, la règle de la fermeture de classe dès le premier cas avéré de Covid parmi les élèves. Depuis, le protocole a été allégé pour revenir à la situation antérieure (fermeture à partir de trois cas avérés dans une classe, sauf variant brésilien et sud-africain). « Il n'y a aucune logique à ces décisions », déplore Dominique Costagliola.

Du côté des parents d'élèves, le retour à la règle de fermeture de classe dès le premier cas est soutenu par la FCPE, qui a signé la pétition. Mais pas par la PEEP, qui s'inquiète de cette demande. « Avec une telle règle, cela va être trop compliqué, on va remettre les parents dans une

situation d'angoisse », confie Hubert Salaün, porte-parole de la PEEP : « Ils vont avoir peur de ne pas savoir quoi faire de (leurs) enfants. »

## Recruter des remplaçants

Pour que les écoles fonctionnent normalement, il faut pouvoir recruter des remplaçants, insiste de son côté le SE-UNSA. « Les fermetures [de classes avant les vacances] étaient autant dues à l'épidémie qu'à l'incapacité de l'école à tourner, avec des absences qui se cumulaient », souligne Stéphane Crochet, son secrétaire général. Sur le protocole sanitaire, en revanche, « on ne peut pas le renforcer à l'infini si on veut continuer à faire classe, il est déjà très rude avec le non-brassage et le port du masque ». Le seul renforcement pourrait, selon lui, venir d'une désinfection en cours de journée, à assurer par les collectivités. ■

**Avec un plateau de contaminations élevé, à plus de 30.000 cas par jour, le risque est que l'épidémie reparte à la hausse.**

